



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Jean-Paul COSTA

Président de la Cour européenne des droits de l'homme

État civil et situation professionnelle

Date de naissance : 3 novembre 1941

Nationalité : française

- Membre du Conseil d'État (depuis 1966), Conseiller d'État honoraire (depuis 2004)
- Juge, élu au titre de la France, à la Cour européenne des droits de l'homme (depuis le 1^{er} novembre 1998)
- Vice-président de Section (novembre 1998-1999), président de Section (2000-2007), puis vice-président de la Cour (2001-2007)
- Président de la Cour du 19 janvier 2007 au 3 novembre 2011
- Président de l'Institut international des droits de l'homme René Cassin (janvier 2012)

Études, diplômes et autres qualifications

- Études secondaires au Lycée Carnot de Tunis et au Lycée Henri IV à Paris (1951-1958)
- Certifié d'études littéraires générales classiques (1959)
- Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1961)
- Licencié en droit, Faculté de droit de Paris (1962)
- Diplômé d'études supérieures de droit public, Faculté de droit de Paris (1964)
- Élève de l'École nationale d'administration (Promotion Montesquieu) (1964-1966)
- Nommé auditeur au Conseil d'État (1^{er} juin 1966)

Activités professionnelles

- **Description des activités judiciaires** (antérieurement à l'élection à la Cour européenne des droits de l'homme)
 - Rapporteur à la section du contentieux du Conseil d'Etat (1966-1971), puis (1977-1980), puis (1987-1989)
 - Président de la commission de recours de l'Agence de coopération culturelle et technique (1979-1980)
 - Assesseur de sous-section à la section du contentieux du Conseil d'Etat (1989-1993)

- Président d'un tribunal arbitral saisi d'un litige en matière de droit de l'informatique (1990)
- Président de la dixième sous-section de la section du contentieux du Conseil d'Etat (1993-1998)

- **Description des activités juridiques non judiciaires**

- Conseiller juridique de l'Institut de recherche en informatique et en automatique (1979-1980)
- Commissaire du gouvernement auprès de l'Assemblée du contentieux du Conseil d'Etat (1980-1981)
- Président de l'Observatoire juridique des technologies de l'information (1988-1990)
- Président de la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) (1995-1998)
- Président du comité national consultatif de règlement amiable des litiges de marchés publics (1996-1998)

- **Description des activités professionnelles non juridiques**

- Chargé de mission auprès du Délégué interministériel à l'informatique (1971-1973)
- Directeur général adjoint du Bureau intergouvernemental pour l'informatique, à Rome (filiale de l'Unesco) (fonctions à temps plein) (1973-1977)
- Président de la délégation française pour la négociation du Traité entre la France et le Royaume-Uni au sujet de la liaison fixe Trans-Manche (Traité de Canterbury) (1985-1986)
- Membre de la commission intergouvernementale du Tunnel sous la Manche (1986-1989)

Enseignement

- Enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris (1968-1973)
- Enseignant à l'Ecole nationale d'administration (1978-1979)
- Professeur à l'Institut international d'administration publique (1985-1989)
- Professeur associé aux universités d'Orléans (1989-1992), puis de Paris I (Panthéon-Sorbonne) (1992-1998)
- Cours et conférences à Tunis (Ecole nationale d'administration), Rome (Université La Sapienza), Madrid, Oxford (Nuffield College), Washington, Pékin, Athènes, Barcelone, Spetses, Lyon, Bordeaux, Nice, Montpellier, Strasbourg, Pampelune, Londres, Edimbourg, etc. (depuis 1970)

Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- Expert français, membre du groupe de travail du Conseil de l'Europe sur l'informatique et la protection de la vie privée (1971-1973)
- Membre de la commission « Justice pénale et droits de l'homme » instituée par le ministre de la Justice (1988-1989)
- Rapporteur général du Haut Conseil à l'intégration des immigrés (1990-1991)
- Président du groupe « droits de l'homme et rôle des administrations publiques » de l'Institut international des sciences administratives de Bruxelles (1993-1996)
- Missions en Roumanie (1990) et en Albanie (1991) pour le Centre des droits de l'homme des Nations Unies
- Présidence d'un séminaire à Sofia sur le contrôle juridictionnel de l'administration (1991)
- Mission en Albanie pour le Conseil de l'Europe (1995)
- Présidence du séminaire sur les droits de l'homme dans les pays d'Europe centrale, orientale et balte (Budapest, 1996)
- Enseignement universitaire des libertés publiques et des droits de l'homme (depuis 1988)

Activités publiques

De 1981 à 1984, directeur du Cabinet de M. Alain Savary, ministre de l'Education nationale

Autres activités

- Consultant auprès de l'Unesco (1974-1978)
- Consultant pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement (1980-1981)
- Mission à Pékin pour le PNUD (1993)
- Secrétaire général de l'Institut français des sciences administratives (1985-1993)
- Membre, puis vice-président de l'Institut international des sciences administratives de Bruxelles (1986-1995)
- Membre du groupe européen de droit public (depuis 1991)

Autres éléments pertinents

Décorations

- Commandeur de la Légion d'Honneur (2005)
- Commandeur dans l'Ordre national du Mérite (1999)
- Chevalier des arts et des lettres
- Chevalier des palmes académiques
- Honorary Bencher de « Inner Temple » à Londres (2002)
- Docteur en droit *Honoris Causa* de l'Université de Bucarest (2003)
- Cavaliere di Gran Croce dell'Ordine Equestre di Sant'Agata, Saint-Marin (2007)
- Docteur en droit *Honoris Causa* de l'Université de Košice (2008)
- Honorary Bencher de « King's Inn » (Dublin) (2008)
- Docteur en droit *Honoris Causa* de l'Université Masaryk de Brno (2009)
- Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Chêne du Grand-Duché de Luxembourg (2011)
- Grand Insigne d'Honneur en Or avec Cordon pour services rendus à la République d'Autriche (2011)
- Grand-Croix de l'Ordre du Mérite civil espagnol (2012)

Auteurs de plusieurs ouvrages et de très nombreux articles (en français et dans d'autres langues) sur les libertés publiques, le droit administratif, le droit constitutionnel, le droit compare, la laïcité...